

12 novembre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Hollande, Président de la République, sur la crise migratoire et sur la lutte contre le dérèglement climatique, à La Valette le 12 novembre 2015.

Journaliste

Monsieur le Président, ici il y a un vrai sentiment d'inquiétude de la part des pays africains qui craignent de payer un peu l'addition de l'afflux énorme des réfugiés syriens en Europe et qui ont peur de devenir, d'être un peu délaissés pour compte.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les premiers réfugiés ont été des réfugiés africains, venant de zones de conflits, soit du Sahel, soit d'Erythrée ou du Soudan. Donc nous ne pouvons pas les oublier. Ce n'est pas parce qu'il y a d'autres drames notamment au Moyen Orient avec la Syrie, avec l'Irak, que nous devrions considérer que l'Afrique n'est qu'un problème de migration économique. Non, il y a des réfugiés qui doivent être accueillis en tant que tel.

Mais il y a aussi des migrations qui doivent être empêchées parce qu'elles n'ont pas d'avenir en Europe et c'est la raison pour laquelle il devait y avoir cette rencontre entre les dirigeants africains et les dirigeants européens pour mettre en place des politiques de développement. Et la France y a contribué.

Ensuite, la France fait un travail dans l'urgence, vous avez ici ce bateau qui a recueilli des réfugiés, c'était intéressant d'ailleurs de savoir que ces réfugiés venaient d'Erythrée, du Soudan, mais aussi de Syrie ou d'Irak. Donc ce bateau a pu se rendre compte de ce qu'était la situation des trafics et des passeurs qui utilisent toutes les détresses pour emmener des familles entières sur des embarquements qui ensuite sont abandonnés quand ces embarquements n'ont pas coulé. Donc, il faut agir de manière urgente et c'est ce que fait la France, mais cela doit être avec des politiques de développement et je veux faire le lien avec la Conférence sur le climat : des financements vont être trouvés. Il faut que ces financements servent à développer l'Afrique de l'Ouest notamment, là où il y a des problèmes de désertification, des problèmes d'électrification, où nous devons apporter ce que ces populations souhaitent en termes de croissance et de bien être.

Donc, ma présence n'est pas simplement pour traiter l'urgence, elle est pour trouver des solutions durables.

Journaliste

Une question sur le climat justement, John KERRY a estimé que l'accord qui sera conclu à Paris ne sera pas juridiquement contraignant.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Si l'accord n'est pas juridiquement contraignant, il n'y a pas d'accord, parce que cela voudra dire qu'il n'est pas possible de vérifier ou de contrôler les engagements qui seront pris. Je comprends que les Etats-Unis ont des problèmes avec leur Congrès, c'est tout à fait légitime et je sais combien c'est difficile, mais nous devons donner à l'accord de Paris - si accord il y a - un caractère contraignant au sens où les engagements qui auront été pris devront être tenus et respectés. D'où aussi la clause de révision de manière à ce que les contributions qui ont été présentées notamment par les Etats-Unis - et c'est bien que les Etats-Unis montrent leur volonté, leur engagement - puissent être régulièrement revues pour arriver à cette trajectoire : pas plus de

leur engagement personnel et gouvernemental pour arriver à cette réduction, pas plus de 2 degrés de réchauffement climatique.

Journaliste

Par ailleurs votre ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS aurait été écouté révèle la presse allemande, qu'elle est votre réaction ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Cela n'a rien à voir avec le réchauffement climatique.

Nous demandons - et je l'ai fait encore - que toutes les informations nous soient communiquées, parce qu'on ne peut pas comprendre qu'il puisse y avoir ce type de pratique entre alliés.

Je l'avais dit lorsqu'il s'agissait des Etats-Unis, je le dis encore lorsqu'il s'agit d'un pays ami comme l'Allemagne et je sais que la Chancelière fera tout pour nous dire exactement les circonstances qui ont été celles pour écouter un ministre de la République française. Et il m'a été dit que ces pratiques avaient totalement cessé. Mais je veux en avoir là encore la vérification.

Journaliste

La Suède a rétabli ses contrôles de frontières. Est-ce que vous avez une réaction ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La Suède est le pays qui fait le plus d'efforts pour l'accueil des réfugiés et donc la Suède demande - et je peux la comprendre - que pendant un temps et c'est prévu par les traités, et dans le cadre de Schengen, il y ait un contrôle des frontières.

Merci.